

Les Canadiens devraient bien réfléchir avant de faire surgir le genre de difficultés qui découlent des investissements étrangers, car nous avons été la principale victime de ce genre d'impérialisme économique et nous ne voudrions certes pas imposer aux autres le genre de problèmes qui nous ont été imposés. Nous ne sommes pas dans une situation économique assez désespérée qu'il nous faille soutirer les richesses d'autres pays. Nous sommes un pays riche dont l'avenir n'est pas mis en doute. Si l'on peut démontrer que, dans la plupart des cas, les investissements vont profiter aux pays étrangers tout en leur accordant la liberté dont ils ont besoin pour se développer, alors nous, de ce parti, sommes complètement d'accord avec ce genre d'approche, mais seulement à ces conditions.

En ce moment, le gouvernement procède à une révision de sa politique étrangère. Il cherche un nouveau rôle à jouer. L'investissement fait partie de la politique étrangère d'un pays. Nous devrions être très prudents et nous assurer que les politiques d'investissement que nous encourageons soient en harmonie avec le genre de politique étrangère que le pays estime souhaitable pour son avenir.

• (4.20 p.m.)

Je trouve très difficile de comprendre comment l'exportation de capitaux d'immobilisation peut beaucoup aider le Canada. L'impérialisme d'autrefois a rarement profité au pays et très souvent lui a créé des problèmes qu'il a dû supporter pendant des années, et nous prenons des risques semblables en faisant des investissements hors de nos frontières ou en encourageant la chose, alors qu'on prétend que le Canada a grand besoin de capitaux. En effet, nous proposons dans ce bill que les Canadiens procèdent à des investissements dans d'autres pays et que le vide soit rempli par des capitaux étrangers.

On dit fréquemment à la Chambre que nos placements actuels ne suffisent pas à notre propre développement. Quelle est donc l'utilité d'encourager les placements à l'étranger dans ces conditions? Je n'ai jamais admis que nous soyons vraiment à court ou avides de capitaux, mais c'est ce que soutiennent souvent d'autres députés. Nous échangeons donc nos capitaux canadiens. D'une part nous encourageons l'exode de ceux-ci et d'autre part nous proposons de combler la pénurie de fonds ainsi causée en acceptant des capitaux étrangers. Plus qu'aucun autre pays au monde nous dépendons déjà d'eux. A quoi rime pour nous la politique que ce bill cherche à encourager? Je ne le sais pas. Nous sommes tous en faveur de fournir des capitaux canadiens pour aider les pays étrangers. Nous pouvons comprendre un tel argument. Le Canada en souffrira un peu, mais ces pays ont beaucoup

plus besoin d'investissements que nous. A titre de membre de la famille des nations et en qualité d'êtres humains qui se penchent sur les problèmes d'autres êtres humains, nous avons l'obligation d'aider et de secourir. S'il s'agit de ce principe, qu'on l'énonce ainsi et nous pourrions l'accepter dans ces conditions. Je trouve difficile, cependant, de me plier au raisonnement selon lequel l'exportation de capitaux canadiens bénéficiera à la longue au peuple de notre pays. A mon avis, il pourrait en résulter beaucoup plus de désavantages que d'avantages.

Les membres du cabinet semblent avoir adopté un mythe et croire que nous devons exporter et que notre avenir dépend des exportations. Au cours de notre histoire, on a insisté sur la nécessité d'écouler nos matières premières le plus tôt possible et on voudrait maintenant écouler nos produits fabriqués aussi rapidement. Je crois que les exportations et les importations devraient donner lieu à des échanges naturels et non être stimulées artificiellement, comme elles le sont fréquemment au Canada. Plus on exporte, plus on importe. Je ne connais pas la solution, mais je doute de la sagesse de l'attitude traditionnelle qui semble si sûre d'elle-même. Je me demande dans quelle mesure nous profitons réellement de la grande importance que nous attachons aux exportations—car elles créent autant d'inconvénients que d'avantages. Elles nous rendent énormément vulnérables aux événements qui se produisent dans d'autres régions du monde.

Parce que nous exportons surtout des produits semi-ouvrés ou des matières premières, en fait, nous échangeons ces marchandises pour des produits manufacturés et finis qui constituent le gros de nos importations. Le ministre prétend que les dispositions du projet de loi vont accroître notre productivité. On laisse entendre que l'accroissement des exportations exigera une certaine rationalisation. Il y a là une part de vérité, mais infime. Nous devons faire beaucoup plus que simplement promouvoir les exportations si nous voulons organiser l'industrie canadienne de façon rationnelle et la rendre aussi productive qu'elle le mérite et qu'elle l'exige. Il faut bien plus que cette mesure restreinte. Je m'inquiète toujours quand des mesures semblables sont soumises à la Chambre comme une panacée pour des problèmes bien enracinés. Je ne dis pas que la mesure n'aidera pas d'une certaine façon, mais n'allons pas croire qu'elle constitue dans une très large part la solution que, de fait, elle ne saurait apporter.

Pourquoi importe-t-on? Parce que ces autres pays jouissent d'un avantage naturel quant à la production de biens et services. Nous savons qu'il faut surmonter les distorsions des marchés, des subventions et